

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 BLOIS CEDEX

Blois, le 15/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALCANTE - Nouvelle UIOM**

161 Avenue de Chateaudun  
BP 38  
41000 Blois

Références : RAPVI 2023/0979  
Code AIOT : 0010001801

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 09/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite effectuée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la visite d'inspection du 11/08/2022,
- contrôle des déchets admis (traçabilité, registres, vidéosurveillance),
- consommation d'eau,
- surveillance des rejets aqueux,
- surveillance des eaux souterraines, surveillance environnementale.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--|--|-------------------|
| 11 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Admission des déchets            | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4   | /  | Sans objet        |
| 2  | Admission des déchets            | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5   | /  | Sans objet        |
| 3  | Admission des déchets            | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5   | /  | Sans objet        |
| 4  | Admission des déchets            | AP Complémentaire du 22/04/2021, article 5       | /  | Sans objet        |
| 5  | Admission des déchets            | AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4       | /  | Sans objet        |
| 6  | Traçabilité des déchets entrants | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1      | /  | Sans objet        |
| 7  | Admission des déchets            | Décret du 30/03/2021, article 1-II               | /  | Sans objet        |
| 8  | Consommation d'eau               | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1   | /  | Sans objet        |
| 9  | Rejets aqueux                    | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3   | /  | Sans objet        |
| 10 | Rejets aqueux                    | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 12.2.D | /  | Sans objet        |
| 12 | Surveillance environnementale    | Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.4   | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 13 | Traçabilité       | Code de l'environnement du 05/09/2023, article R.541-43.II | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de l'inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Admission des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Pesée   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée. |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.   |
| <b>Observations :</b> Tous les déchets entrants sur le site sont pesés (en entrée pour le véhicule chargé et en sortie pour le véhicule à vide).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 2 : Admission des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contrôle de la radioactivité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de la radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme. |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.   |
| <b>Observations :</b> A chaque entrée ou sortie de déchet, un contrôle de la radioactivité est systématiquement réalisé (passage devant un portique).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Admission des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contrôle de la radioactivité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond local. (...) Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.  |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.  |
| <b>Observations :</b> Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond.<br>La dernière vérification a été effectuée le 24/03/2023 par la société SAPHYMO et les trois détecteurs présents sur le site (entrée déchets, sortie déchets et local entrée/sortie DASRI) ont été déclarés conformes.le 24/03/2023 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 4 : Admission des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/2021, article 5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Origine géographique des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'origine géographique des déchets est indiquée selon la typologie suivante :<br><br>Nature des déchets et origine géographique : <ul style="list-style-type: none"><li>- Déchets ménagers et assimilés : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes,</li><li>- Déchets industriels banals : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, Vienne,</li><li>- Déchets d'activités de soins : Centre-Val de Loire (prioritairement) et régions limitrophes.</li></ul><br>La priorité d'admission des déchets est donnée à ceux provenant de la région Centre-Val de Loire.<br><br>Les apports de déchets industriels banals de la Vienne sont limités à 3 000 t/an. |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.   |
| <b>Observations :</b> Pour l'année 2022, l'origine des déchets se décompose comme suit: <ul style="list-style-type: none"><li>- OMr: Loir-et-Cher (42518 tonnes), Indre-et-Loire (24365 tonnes) et Loiret (1262 tonnes)</li><li>- DAE: Loir-et-Cher (7778 tonnes), Cher (207 tonnes), Indre (737 tonnes), Indre-et-Loire (8952 tonnes), Loiret (89 tonnes), Sarthe (1436 tonnes) et Vienne (1685 tonnes)</li><li>- DASRI: Centre-Val de Loire (1285 tonnes), Auvergne-Rhône-Alpes (19 tonnes), Bourgogne-Franche-Comté (43 tonnes), et Nouvelle-Aquitaine (579 tonnes)</li></ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 5 : Admission des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Tonnages admissibles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes :<br><br>- déchets non dangereux : 95 500 tonnes par an |

|   |
|---|
| - déchets d'activité de soins : 6 000 tonnes par an (inclus dans le tonnage global de 95 500 tonnes par an).  |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.  |
| <b>Observations :</b> Les déchets incinérés en 2022 se répartissent comme suit:<br>- Déchets non dangereux: 89893 tonnes<br>- DASRI: 1926 tonnes<br>- soit un total de 91819 tonnes |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 6 : Traçabilité des déchets entrants

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet,</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet,</li> <li>- le code du déchet entrant,</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP,</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD,</li> <li>- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m<sup>3</sup>,</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets,</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur,</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé,</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement,</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD),</li> <li>- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br>Pas d'écart constaté.   |
| <b>Observations :</b> Par sondage, le registre des déchets entrants de l'année 2023 a été examiné. Tous les champs requis étaient renseignés.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 7 : Admission des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositif de contrôle par vidéo   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.   |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.  |
| <b>Observations :</b> La surveillance loi AGECE a été mise en service début juillet 2022 (ajout de 7 caméras supplémentaires).<br>Lors de la visite, la réception d'un apport de déchets le 17/08/2023 (véhicule GE 566 QK) a pu être visualisée (24,360 tonnes d'OMr). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 8 : Consommation d'eau

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes :<br><br>- Prélèvement en nappe (nappe de la craie) : 40 m <sup>3</sup> /h, 120 m <sup>3</sup> /j, 45000 m <sup>3</sup> /an,<br>- Prélèvement sur le réseau collectif : 40 m <sup>3</sup> /h, 120 m <sup>3</sup> /j, 45000 m <sup>3</sup> /an.<br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.  |
| <b>Constats :</b><br>Pas d'écart constaté.   |
| <b>Observations :</b> La consommation d'eau est essentiellement due au traitement des fumées (laveurs, préparation du lait de chaux et refroidissement des pompes) et à la production d'eau déminéralisée pour les chaudières.<br><br>Pour l'année 2022, les consommations d'eau ont été les suivantes:<br>- eau de forage: 36311 m <sup>3</sup> ,<br>- eau de ville: 16763 m <sup>3</sup> .<br><br>Ces chiffres sont sensiblement les mêmes que ceux de l'année 2021.<br><br>Les consommations sont relevées journalièrement. L'examen des registres pour les six premiers mois de l'année 2023 ne fait pas ressortir de dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 9 : Rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux (rejets n°1 et n°4).<br><br>Les mesures sont effectuées annuellement par un organisme agréé sous la responsabilité de l'exploitant sur un échantillon ponctuel et portent sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO et hydrocarbures totaux. |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.   |
| <b>Observations :</b> La dernière analyse des rejets aqueux (sur le rejet n°4 (eaux de voirie) seul car il n'y a pas de rejet sur le rejet n°1 (eaux lavage des sols du centre de tri) qui sont réutilisées pour éteindre les mâchefers) a été effectuée le 28/09/2022 par le laboratoire départemental d'analyses. Tous les paramètres prescrits ont été mesurés.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 10 : Rejets aqueux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 12.2.D   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant rejet, les effluents doivent respecter les normes suivantes (en mg/l) : <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 100,</li><li>- DCO : 300,</li><li>- Hydrocarbures totaux : 5.</li></ul>            |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.  |
| <b>Observations :</b> L'analyse du prélèvement du 28/09/2022 a donné les résultats suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>- pH: 7,2</li><li>- MES: 5 mg/l</li><li>- DCO: 49 mg/l</li><li>- hydrocarbures totaux: &lt; 0,1 mg/l</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 11 : Surveillance des eaux souterraines

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Autour du site est installé un réseau de contrôle de la qualité du premier aquifère rencontré (nappe des calcaires de Beauce) au droit de l'usine d'incinération. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont.<br><br>(...) L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins annuellement. Cette mesure devant permettre de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points |



|  |
|--|
| nivelés.   |
| La fréquence des analyses des eaux souterraines est annuelle sur les 3 piézomètres.  |
| Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés porteront sur les paramètres suivants : pH, résistivité, rH, O2 dissous, COT, chlorures, sulfates, ammonium, HCT, As, Cd, Cr hexavalent, Hg, Pb.  |
| (...) Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).  |
| <b>Constats :</b><br>Pas d'écart constaté. Cependant, sur le rapport annuel d'activité de l'année 2022, le résultat de l'O2 dissous n'est pas repris alors qu'il figure sur les bulletins d'analyses.  |
| <b>Observations :</b> La surveillance des eaux souterraines est effectuée par l'intermédiaire de trois piézomètres (un à l'aval et deux à l'amont). La fréquence des analyses est semestrielle. Cette surveillance existe depuis la mise en service de l'usine (2000).<br>Tous les paramètres requis sont analysés. Cependant, sur le rapport annuel d'activité de l'année 2022, le résultat de l'O2 dissous n'est pas repris alors qu'il figure sur les bulletins d'analyses. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 12 : Surveillance environnementale

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.<br><br>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :<br><br><ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une mesure hors du périmètre d'influence de l'installation (point 0) ;</li> <li>• dans un délai de trois mois à compter du début du programme de surveillance ;</li> <li>• après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.</li> </ul><br>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant met en place 4 jauges de mesure (hors celle dédiée au point 0) asservies à la direction des vents. La distance par rapport à l'installation est déterminée par une étude de dispersion des rejets atmosphériques. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.<br><br>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu par l'article 21.1.C et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance. |
| <b>Constats :</b><br>Conforme.   |
| <b>Observations :</b> Le programme de la surveillance environnementale est mis en place et selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/09/2023, article R.541-43.II   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;<br/> « 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;<br/> « 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;<br/> « 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;<br/> « 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Conforme.</p>   |
| <p><b>Observations :</b> L'exploitant transmet au RNDTS les données recueillies sur les déchets. Après une phase de test de l'outil interne du groupe SUEZ pour extraire les données à transmettre, les déclarations sont effectives depuis le 1er juillet 2023.<br/> La régularisation de la transmission des données de l'année 2022 et du premier semestre 2023 a également été effectuée.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |